

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DU SNAPAP POUR LE POUVOIR D'ACHAT

Évaluation du panier de la ménagère à plus de 33 300 DA

Dans quelques jours, une vaste campagne de sensibilisation et d'information sur la question du pouvoir d'achat et du niveau de vie des Algériens sera lancée par le Syndicat autonome de la Fonction publique (Snapap), avons-nous appris auprès de son président.

Cette campagne, qui va s'appuyer sur un dépliant diffusé à 50 000 exemplaires, vise à démontrer le réel niveau de vie des familles algériennes. Une façon de démystifier et de démontrer que les augmentations de salaires annoncées par le gouvernement ne s'appuient en aucune façon sur le coût réel de la vie aujourd'hui.

Notre interlocuteur, en effet, nous a expliqué que des experts économistes et financiers algériens ont, lors d'un séminaire organisé par le Snapap au mois d'octobre évalué le « panier de la ménagère » avec pour référence des prix pratiqués sur le marché en octobre.

Ce calcul qui a été fait « de manière scientifique » situe le coût du panier pour une famille de 5 personnes autour de 33 329 DA par mois ! Et cela pour toutes

les régions, sauf le Sud où au contraire, il faut une augmentation de 30%.

« Nous avons travaillé avec des experts selon des normes scientifiques, pour montrer qu'en tant que syndicalistes, lorsque nous avons dénoncé l'élaboration de la nouvelle grille de salaires en expliquant qu'elle ne correspondait à rien, qu'elle avait été confectionnée à la hâte pour faire taire les travailleurs, nous avions raison... ! Et que les Algériens et les travailleurs se doivent de revendiquer un pouvoir d'achat à la hauteur du niveau de vie...

Plus grave, en l'espace de deux mois, les prix que nous avions pris en référence ont encore augmenté ! », poursuit le représentant du Snapap.

A la lecture du tableau qui dresse plusieurs chapitres, tels que la nutrition,



La mercuriale toujours en folie.

le logement, l'habillement, la santé, le transport, la scolarité et les divers, comme la célébration de l'Aïd El Adha, etc... le lecteur découvre à chaque fois que ce sont les minimums qui ont été retenus comme référence de base.

Par exemple, si l'on compte qu'une famille de 5 personnes ne consomme par mois que 2 kg de viande, 4l d'huile, 30 œufs plus les féculents, les légumes, 1 sac de semoule, 1 kg de café, (les produits de base), etc. la « facture »

sera de plus de 13 200 DA ! C'est-à-dire que le SNMG à l'heure actuelle ne suffit même pas à couvrir les seules dépenses relatives à la nourriture...

Dans ce tableau, l'on découvre encore que les

dépenses consacrées aux soins sont des plus réduites, et c'est l'un des secteurs où les familles imposent le plus de restriction malheureusement. Aucun chapitre, par ailleurs, ne concerne ce que l'on peut appeler les loisirs ; rares sont les familles qui peuvent offrir ce « luxe » à leurs enfants.

Ainsi, le prix de revient du panier de la ménagère, qui atteint les 33 300 DA fait que la majorité des travailleurs, des fonctionnaires et des familles algériennes vivent bien en-dessous du seuil de pauvreté. Pour s'en rendre compte il suffit d'aller à la rencontre des citoyens qui chaque jour montrent des signes extérieurs de leur misère. C'est l'entêtement et les faux fuyants pour ne pas dire mensonges de la politique salariale du gouvernement qui sont ainsi mis à nu par cette initiative et qui, poursuit notre interlocuteur, est aussi une occasion d'honorer le combat de Redouane Osmane qui est mort récemment.

Façal M.

CRISE DU LAIT

Barkat plaide pour une augmentation de la subvention des éleveurs bovins

« Nous continuons à soutenir la production de lait cru. J'estime personnellement que le soutien reste encore insuffisant. » C'est en ces termes que s'est prononcé, hier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural sur la crise du lait.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Une crise attisée notamment depuis l'arrêt de production des transformateurs de poudre de lait. « Je souhaite que la subvention soit plus importante pour les éleveurs bovins pour que la production augmente.

Et dans ce sens, nous avons engagé une réflexion pour la proposer au gouvernement », a ajouté Saïd Barkat, lors d'une conférence de presse tenue en marge de l'ouverture de la réunion des cadres du secteur pour l'évaluation de l'état de mise en œuvre du Plan national de développement agricole et rural (PNDAR).

« Il est préférable de soutenir la production du lait cru nationale que la poudre importée. Ce qui équivalait à encourager le cheptel étranger » a encore relevé le ministre. Actuellement, la production nationale de ce produit est estimée à 2,5 milliards de litres.

Dans le cadre du programme de renforcement de cette production, il est prévu l'importation de

50 000 vaches par an par les éleveurs en cinq ans pour atteindre l'autosuffisance. « Ces derniers, a rappelé le ministre, doivent se conformer à un cahier des charges très contraignant. »

Le seul bémol est de savoir si les banques contribueront à cette démarche. « Nous n'avons pas de banque spécialisée dans l'agriculture. Ce qui est regrettable car ce secteur a des spécificités. Et nos banques sont encore frileuses pour y investir », a regretté le ministre. Et de s'exclamer plus loin : « Je suis jaloux du Crédit agricole français ! Elle est devenue la plus grande banque en Europe. »

Quant aux prévisions de production de la pomme de terre, Saïd Barkat affirmera qu'elle répondra aux besoins nationaux. « Ce qui s'est passé l'année dernière est un phénomène régional. De plus, la semence produite localement est de bonne qualité et est vendue à des prix raisonnables : 80 à 90 DA le kilo alors



Barkat favorable à la production du lait cru nationale.

qu'elle se situait l'année dernière à 190 dinars », a ajouté le ministre. Il relèvera, par ailleurs, que les producteurs algériens doivent aller vers l'exportation et approfondir leurs connaissances de cette chaîne spécifique.

« Cette année, nous avons une surproduction en dattes mais les producteurs ne connaissent pas les démarches pour exporter. Ils préfèrent la contrebande », a déploré le premier responsable du secteur. S'agissant du plan

national de développement agricole et rural, Saïd Barkat a annoncé que 340 milliards de dinars y ont été investis en sept ans. « Avant 2000, le budget du ministère de l'Agriculture représentait 2% du budget national, avant qu'il n'atteigne les 4% pour redescendre à 2%. Nous sommes le 12^e dans le budget », a souligné le ministre. Ceci avant de relever que lorsque l'Algérie investit 10 dinars dans l'agriculture, elle en récolte 100 dinars en

retombée de production nationale et sur la vie socio-économique.

La mise en œuvre de ce programme d'investissement a permis, en sept années, a rappelé le premier responsable du département de l'Agriculture, d'enregistrer des résultats significatifs.

Il s'agit notamment de la mise à niveau de plus de 300 000 exploitations agricoles aujourd'hui économiquement viables, d'un taux de croissance moyen de 8%, de la contribution au PIB de l'ordre de 10%, la création de plus d'un million d'emplois, du doublement du verger arboricole qui est passé de 500 000 ha en 2000 à plus de 1 000 000 ha aujourd'hui, de l'extension et la bonification de la surface agricole utile de plus de 500 000 ha ainsi que la sauvegarde de plus de trois millions de parcours steppe-piques de la désertification.

Interrogé sur les scandales financiers ayant secoué la Générale des concessions agricoles (GCA) et le Haut commissariat au développement de la steppe (HCDA), le ministre dira que la justice suit son cours et qu'on ne peut juger avant qu'elle ne fasse son travail.

M. O.